

## Contre les projets Peillon de refondation des statuts

*Les fiches adressées le 12/02 aux syndicats confirment le projet Peillon de casse des statuts : la position adoptée le 7/01/14 par l'AG du lycée Germaine Tillion (Saint-Bel 69) garde toute son actualité. **Claire Kizilian** (secrétaire de SI).*

Nous refusons les mesures conduisant à l'**annualisation** de nos services par "*la réglementation appliquée à l'ensemble de la fonction publique*", qui nie la spécificité de notre métier.

Nous refusons la mention d'"**horaires de référence**" à la place de "maxima" de service qui ouvre la porte à des hausses d'horaires d'enseignement.

Nous refusons la redéfinition de nos obligations de service en "**missions**", "**d'enseignement, liées à l'enseignement et complémentaires**", qui risquent de noyer notre métier d'enseignant dans d'autres activités qui ne sont ni de notre ressort ni de notre compétence. Ces missions complémentaires seraient obligatoires, alors que nous pouvions jusqu'alors choisir de les effectuer selon nos disponibilités. **Elles viendraient s'ajouter à notre charge de travail sans qu'une rémunération soit clairement prévue pour cela.**

Nous refusons la **suppression des heures de décharge** déjà bien entamée avec la réforme précédente et leur remplacement a minima par une pondération de 1,1h en terminale, tout à fait insuffisante. Nous refusons de même le **saupoudrage de primes** pour quelques missions en lieu et place d'une revalorisation indiciaire générale. Ces mesures montrent une volonté de rentabiliser les personnels au moindre coût.

Nous refusons la **remise en cause des statuts de 1950**, dont l'objectif est de supprimer la référence nationale de l'Éducation en l'adaptant aux objectifs régionaux et locaux en subordonnant nos missions, ainsi que les programmes, aux projets locaux et à la hiérarchie locale à travers les projets d'établissement, contrats d'objectifs, conseils pédagogiques...

Nous refusons le **démantèlement du diplôme national du baccalauréat** déjà engagé en particulier avec l'évaluation en cours d'année en langues vivantes (...). Nous refusons par conséquent la transformation à terme du baccalauréat national en diplôme local qui introduirait des inégalités inacceptables entre les élèves.

Pour ces raisons (et d'autres) nous considérons que les projets Peillon sont **inacceptables** et nous demandons aux organisations syndicales **d'en exiger le Retrait, et d'organiser la défense de notre métier, de nos conditions de travail, et de nos statuts par des actions syndicales unitaires.**